



Frente Republicano Guatemalteco

Données clés

Date de création : 4 janvier 1989.

Positionnement idéologique actuel : Autopositionnement au centre, mais dans la scène politique, il est situé à droite, avec une idéologie clairement catholique conservatrice.

Affiliations internationales : aucune.

Implantations territoriales : Zacapa, Santa Rosa, Suchitepequez, Escuintla, El Progreso, el Quiché, las Verapaces, Huehuetenango, Jutiapa.

Principaux dirigeants : Général Efraín Ríos Montt, Francisco Reyes López, Alfonso Portillo.

Mode de désignation des dirigeants : La rénovation des dirigeants est quasiment inexistante, mais les statuts du parti disposent que les membres du comité exécutif du parti sont élus à l'Assemblée nationale du parti, qui les renouvelle tous les deux ans.

Mode de désignation des candidats : Formellement, les candidats à la présidence et à la vice-présidence sont élus dans l'Assemblée nationale du parti. Les candidats à la représentation municipale sont élus par les assemblées municipales. Mais dans la pratique, il est connu que l'élection de candidats se fait « *a dedo* ».

Nombre de militants : Pour le 25 avril 2007, 41 321 affiliés.

Périodes au gouvernement : 1999-2003.

Résultats électoraux

	Élections présidentielles		parlementaires	municipales
Année	1 ^{er} tour	2 ^e tour		# de municipalités
1990	-	-	214 697 (coalition) 12 %	18 5,40 %
1995	341 364 22,10 %	639 404 48,80 %	si (coalition) 20 %	47 14 %
1999	1 023 835 47,80 %	1 184 339 68,30 %	si 55,70 %	150 45 %
2003	518 328 19,31 %	-	522 541 20 %	120 36 %

Histoire du parti

Pour comprendre la situation actuelle du parti, il est nécessaire de rappeler une partie de la trajectoire de son principal leader, Ríos Montt. Après être rentré d'Espagne en 1977, il s'est converti à la religion protestante, devenant pasteur de l'Église évangélique *El Verbo*. Le coup d'État qu'il a organisé en 1982, délogeant le général Lucas García, l'a emmené directement à la prise de pouvoir avec tout un cabinet formé par quelques membres de son Église et des militaires de confiance. Délogé à son tour en 1984, il a assuré la continuation de sa participation dans la politique à travers la *Agrupacion Nacionalista Guatemalteca* créée en 1988, comprenant d'anciens collaborateurs du coup d'État de 1982 comme Francisco Reyes López (prochain vice-président de la République), entre autres. Ce mouvement politique a commencé les formalités pour sa légalisation devenant parti politique le 4 janvier 1989 sous le nom de *Frente Republicano Guatemalteco* : FRG.

La doctrine que le parti va suivre correspond à la pensée de son leader Efraín Ríos Montt, à savoir une idéologie fortement religieuse, conservatrice et positionnée à la droite du spectre politique. Les discours politiques se confondent avec des sermons évangéliques. Sans se positionner dans un courant idéologique, ils suivent « *la fe en la palabra de Dios* » (cité dans Alcántara et Freidenberg). L'objectif du FRG, comme association de citoyens, est « *la necesidad historica de rescatar el Estado como parte de la restauración de las tres instituciones interdependientes que Dios creó para garantizar el desarrollo integral del hombre: Familia, Estado e Iglesia* ».

Quant à la participation électorale, le FRG n'a présenté de candidat aux présidentielles que lors des élections de 1995 car la candidature potentielle de Ríos Montt était déclarée inconstitutionnelle par l'article 186 de la Constitution de 1985 (aucun ancien chef de coup d'État ne peut se présenter pour le poste de l'Etat).

Pour les élections de 1990, le parti a formé une coalition avec le *Partido Democrático de Cooperación Nacional* : PDNC et le *Frente de Unidad nacional* : FUN, appelé *Plataforma No-venta*.

Pour les élections de 1995, le parti a présenté la candidature de Alfonso Portillo, même si derrière lui, l'image de Ríos Montt apparaissait clairement (« *Con Portillo, Ríos Montt al poder* »), passant au deuxième tour.

Pour 1999, Portillo s'est présenté à nouveau, cette fois de façon plus indépendante par rapport à Ríos Montt. Il s'engage à consolider la démocratie et à respecter la totalité des accords de paix signés en 1996. C'est alors que le FRG prend dans les différents niveaux des élections. C'est avec l'avènement de Portillo que le parti s'est diversifié à l'intérieur: division entre *portillistas* et *riosmontistas*, provoquant une crise interne dans la période 2000-2004.

Après cette division interne, le parti présente enfin la candidature du général Ríos Montt pour les élections de 2003 suite à la résolution de la Cour constitutionnelle. Celui-ci reste au premier tour, après une crise de légitimité du parti aux niveaux national et international.



Cette affiche montre, de façon très simple, les éléments nécessaires pour informer l'électorat de la candidature à la présidentielle du général Ríos Montt pour le FRG. Suivant les couleurs du parti, le slogan *Ahora Si, El General VA!* fait référence à la conquête constitutionnelle permettant la candidature du *General*, de son surnom populaire. De plus, il est possible de voir le symbole du parti : la main bleue avec les trois doigts levés qui représentent la *Seguridad, Bienestar y Justicia*, et le symbole qui appartenait au gouvernement Ríos Montt entre 1982 et 1984 avec l'emblème *No robo, no miento, no abuso*. Il est donc clair qu'il s'agit d'un parti fortement centré sur un individu, où le vote est dirigé vers la personnalité plus que sur un programme et où l'électorat choisi correspond aux bases populaires (par l'utilisation de *General*).

Trajectoires

Expériences de gouvernement

Le gouvernement Portillo, de 1999 à 2003, a suscité un grand débat national au sujet de son efficacité à gouverner. Le programme politique du parti se centrait sur cinq principaux piliers : les questions économiques et sociales, la réduction de la pauvreté, la mise en place des accords de paix, les programmes économiques et le suivi des thèmes du Groupe consultif. Selon des analyses de l'*Asociación de Investigación y Estudios Sociales* de Guatemala (ASIES) portant sur les rapports présidentiels, le bilan du gouvernement FRG n'est pas positif. Les rapports sont, d'une part, incomplets et répètent des informations imprécises (spécialement pour la rubrique du Budget et de son exécution) et, d'autre part, ne commentent pas les événements importants qui ont frappé le pays ni les résolutions prises pour faire face à ceux-ci. Il est donc difficile pour les analystes de faire un bilan objectif de l'expérience de gouvernement FRG.

Cela dit, il est possible de repérer des avancées quant à l'agenda politique décidé par le gouvernement. La plus considérable a été l'approbation du nouveau code municipal, de la loi de décentralisation, de la loi du Conseil de développement urbain et rural et du développement social, suivant un des cinq piliers de la politique gouvernementale qui correspondait à la décentralisation du pouvoir de l'État. Tout de même, des avancées ont été réalisées dans le thème de la réduction de la discrimination ethnique et de genre avec la création d'un secrétariat présidentiel de la Femme et avec une législation visant l'inclusion sociale, économique et politique des peuples indigènes (les lois de décentralisation et une réforme du Code pénal).

Cependant, les analystes de la ASIES soulignent que la politique menée par le gouvernement FRG a été fortement limitée par le manque de coordination effective des politiques et des actions de gouvernement dans une vision d'ensemble et à long terme. Les résultats concrets du programme politique révèlent un délaissement et une incohérence dans les politiques publiques, surtout dans les secteurs de la santé, de la sécurité publique, des droits de l'homme et des relations extérieures. Quant aux politiques sociales, un retour en arrière s'est produit. Selon le rapport du PNUD, l'extrême pauvreté est passée de 15,7 % en 2000 à 21,5 % en 2002.

En somme, le bilan général du gouvernement Portillo montre qu'il y a eu d'importants scandales de corruption, de non-respect de l'État de droit et peu d'avancées en matière de droits de l'homme.

Efrain Ríos Montt

fondateur et principal dirigeant

Efrain Ríos Montt est né le 16 juin 1926 à Huehuetenango (dans le département de Huehuetenango, Guatemala). Il a étudié dans l'*Academia Militar* où il a été professeur et ensuite directeur. Il a reçu des entraînements par le Pentagone. Il a été diplômé en 1950 en tant que cadet dans la *School of the Americas* dans la zone du canal de Panamá où il a reçu une éducation basée sur les tactiques de contre-insurgence. Il a joué un rôle mineur dans le coup d'État organisé par la CIA en 1954 afin de destituer le président Jacobo Arbenz, perçu comme allant à l'encontre des intérêts étatsuniens. Il a commencé sa carrière politique en occupant la direction de l'état-major de l'Armée en 1973. Cette même année, il a abandonné les forces armées pour pouvoir présenter sa candidature présidentielle pour la coalition de centre-gauche du *Frente Nacional de Oposición* avec l'appui du parti démocrate-chrétien *Democracia Cristiana Guatemalteca*. Après avoir perdu des élections frauduleuses, il est envoyé en tant qu'agrégé militaire en Espagne entre 1974 et 1977. Durant cette période, il s'est converti au protestantisme et est devenu pasteur, principal dirigeant d'une secte appelée *El Verbo*, laissant donc de côté sa relation avec le parti démocrate-chrétien. En 1982, il a organisé un coup d'État avec ses proches et s'est autoproclamé chef d'État d'un régime qualifié d'« autoritaire-corporatiste ». Peu à peu, ce régime s'est tourné vers la terreur, la répression et les massacres, dans le cadre de la politique de sécurité nationale. En 1984, il est destitué par un coup d'État et c'est à travers la fondation du FRG qu'il continue sa vie politique. Il est le leader charismatique du parti, oriente l'idéologie et contrôle l'organisation partisane. Il est arrivé en 1999 à la présidence du Congrès, majoritairement FRG. En 2003, il a proclamé sa candidature aux présidentielles, acte inconstitutionnel selon l'article 186 de la Constitution de 1985. Pour les élections de 2007, il a annoncé qu'il chercherait une députation dans le groupe parlementaire du FRG. Aujourd'hui, il est accusé par la *Audiencia Nacional de España* d'être l'auteur d'un génocide, de tortures, de disparitions et de terrorisme d'État.

Le FRG et le vote indigène

« *En los lugares mas afectados por el conflicto armado interno, fue donde mas votaron por nosotros* », a déclaré le candidat Alfonso Portillo d'un air triomphal après sa victoire au premier tour en 1999. En effet, le pays a connu un conflit armé interne à la fin des années 1970 et au début des années 1980, opposant armée, paramilitaires et guérilla dans un contexte de politique de sécurité nationale et par conséquent de contre-insurgence. Dans ce contexte, la guérilla se trouvait principalement dans les zones rurales indigènes (Huehuetenango, el Quiché, las Verapaces, Chimaltenango, Sacatepequez et San Marcos), suivant le modèle foquiste de la guérilla castriste, et était composée majoritairement de population indigène. Le gouvernement du général Efraín Ríos Montt en 1982 a mis en place la politique de « Terre ravagée » (*Tierra arrasada*) visant l'extermination des populations indigènes considérées comme le noyau dur de la guérilla. Ainsi, un véritable génocide a été effectué dans l'ouest du pays, région majoritairement indigène.

Il est intéressant de constater que la carte électorale du FRG concentre son noyau électoral dans les zones victimes de la politique de contre-insurgence de Ríos Montt, c'est-à-dire les six départements cités ci-dessus, entre autres. Pour les présidentielles de 1999, Sacatepequez vote à 54,80 % pour le FRG, se positionnant en quatrième force partisane au niveau national. Puis, les cinq autres départements sont dans les dix premiers électeurs du FRG. Ce phénomène a été interprété et expliqué de plusieurs façons. La première interprétation consiste à dire que les citoyens de ces régions n'identifiaient pas le parti ni ses candidats au conflit par méconnaissance, par manque d'éclaircissement historique dont la gauche était responsable, ou simplement par un oubli dans la mémoire collective. De plus, la campagne électorale du FRG était principalement tournée vers la personne d'Alfonso Portillo, laissant de côté l'image de Ríos Montt, responsable direct des abus aux droits de l'homme. Puis, une autre interprétation consiste à expliquer le vote indigène vers le FRG par des raisons religieuses, à savoir qu'une grande part de la population indigène est évangélique donc vote pour le parti qui suit les mêmes lignées religieuses. Enfin, il existe une dernière explication qui remet en question l'état de la démocratie. L'implantation territoriale du FRG en zone rurale est fortement composée par des anciens membres des groupes paramilitaires (exPAC), instrument de l'armée pour la contre-insurgence pendant les années de conflit. Ainsi, des interprétations considèrent que des pressions peuvent être réalisées par ces personnes à responsabilité au niveau communautaire vers les citoyens, remettant en cause la liberté et le secret propres au vote.

Références bibliographiques

- Alcántara, Manuel et Freidenberg, Flavia, *Partidos políticos de América Latina. Centroamérica, México y República Dominicana*, IFE et CFE, México, 2003.
- Galvez Borrel, Victor, « Una democracia sinuosa », revue *Nueva Sociedad*, n°167, rubrique *Coyuntura*, mai-juin 2000, www.nuso.org/upload/articulos/2848_1.pdf
- Luján Muñoz, Mario, *Boletín informativo « Opinamos »*, Instituto de Investigaciones Políticas y Sociales, Universidad de San Carlos de Guatemala, Guatemala, mars 2007.
- Mack, Luis Fernando, « 20 años de procesos electorales municipales en Guatemala », *Cuadernos de información política*, n°3, FLACSO-Guatemala, 2006. <http://www.flacso.edu.gt/docs/sociopoliticos/Cuaderno3.PDF>;
- Asociación de Investigación y ciencias sociales ASIES, « Los informes presidenciales y su importancia para la gobernabilidad, la continuidad y la transparencia de la gestión gubernativa », Guatemala, 2004. <http://www.asies.org.gt/disop/2004/Balance%20Informes%20Presidenciales.pdf>
- Instituto Centroamericano de Estudios Políticos INCEP, « Tendencias electorales y entorno empresarial de presidenciables » (análisis situacional enero-mayo 2007), mai 2007. http://www.kas.de/db_files/dokumente/7_dokument_dok_pdf_10995_4.pdf
- Political Database of the Americas (fév 2007), « Electoral Results Guatemala », Georgetown University, États-Unis. <http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/Guate/guate.html>
- Site officiel du parti Frente Republicano Guatemalteco FRG. www.frg.org.gt